

ATTAQUE SUR LA 1^{re} CLASSE

TRANSPORTS Les Jeunes socialistes veulent donner davantage de place aux pendulaires en abolissant la 1^{re} classe dans les trains. Leur idée peine à séduire le monde politique.

D'un côté, il y aurait les riches patrons, qui voyagent dans un train confortable, et de l'autre les employés serrés comme des sardines. Du moins à en croire les Jeunes socialistes, qui rejouent la lutte des classes. Pour résoudre le problème des trains bondés et gagner quelques places assises, ils veulent remplacer tous les wagons de catégorie supérieure par des voitures de 2^e classe. «C'est très énervant. Les pendulaires voyagent debout en 2^e, alors que les wagons restent à moitié vides en 1^{re}, s'agace David Roth, président des Jeunes socialistes (JS). Il n'est pas normal que les nantis bénéficient de privilèges dans les transports publics.»

Ce week-end, les JS ont envoyé 25 000 flyers avec leurs revendications en matière de transports dans les différentes sections du mouvement.

AUCUNE CHANCE

Pas question pour le CFF de supprimer les wagons 1^{re} classe, ni même d'en réduire la proportion. En moyenne, 25% des sièges sont de catégorie supérieure. «Nous nous adaptons aux attentes de nos clients, et certains demandent un confort de 1^{re} classe», explique Frédéric Revaz, porte-parole des CFF.

«LES PENDULAIRES SONT DEBOUT EN 2^e, ALORS QUE LES WAGONS SONT À MOITIÉ VIDES EN 1^{re}»

David Roth, président des Jeunes socialistes

Et l'ex-régie fédérale peut compter sur le soutien du monde politique, qui est loin de suivre les JS. Même à gauche. «Cette proposition, c'est un peu se tirer une balle dans le pied»,



PLACE LIBRE Les Jeunes socialistes estiment que les places en 1^{re} classe sont trop souvent inoccupées alors que la 2^e classe est bondée. Mais pour les CFF, la demande pour une catégorie supérieure est bien réelle.

explique Antonio Hodgers (Verts/GE). Le conseiller national prédit une baisse de recettes si l'abonnement général de 1^{re} classe devait disparaître. Géraldine Savary (PS/VD), membre de la Commission des transports, rejoint les JS sur le manque de places, pas sur le moyen d'y remédier: «Il faut plus de rames et de trains. Il existe une clientèle pour la 1^{re} classe et les CFF ont raison de proposer cette offre.» Pour la sénatrice, il est bon que le service public garde une logique entrepreneuriale.

«Les gens doivent pouvoir choisir en fonction de leurs besoins», plaide pour sa part Ignazio Cassis (PLR/TI). Habi-

tué aux longs trajets, il utilise les heures qu'il passe dans le train pour travailler. Et pour lui, la 1^{re} classe est nettement plus adaptée à cette activité en raison notamment du silence qui y règne, de l'espace à disposition et de la présence de prises électriques pour les ordinateurs portables. Antonio Hodgers est du même avis. «Et si vous supprimez cette possibilité de travailler dans le train, il y a des chances que beaucoup de monde reprenne la voiture, ce qui n'est pas souhaitable.» Le conseiller national avoue être dérangé par la notion de 1^{re} classe, qui fait très XIX^e siècle. Il trouverait plus adapté de parler de «business class», ou

«classe travail». L'offensive contre les wagons de 1^{re} n'est pas la seule revendication des Jeunes socialistes sur les transports. Et leurs autres demandes, comme l'extension des transports nocturnes ou l'abolition de la surtaxe dans les trains pyjama, pourraient bien rencontrer un écho plus favorable ■

Simon Koch

DITES-LE-NOUS

Souhaitez-vous une seule classe dans les trains?

www.lematin.ch/classe

CENTRALES: PAS D'AVANTAGE DE CANCERS

Keystone/Alessandro Della Bella



L'étude mentionne huit cas de leucémie autour des centrales suisses (ici Gösigen).

SANTÉ Les enfants vivant près d'une centrale nucléaire ne courent pas de risques plus élevés.

Les enfants nés à proximité des centrales nucléaires en Suisse n'ont pas plus de risque de développer un cancer, selon une étude de l'Université de Berne publiée hier. Ces résultats contredisent une étude allemande de 2007 qui démontrait un risque de leucémie deux fois plus grand. L'étude commandée par l'Office fédéral de la santé publique

(OFSP) et la Ligue suisse contre le cancer porte sur les enfants de moins de 5 ans, particulièrement sensibles aux radiations. Elle s'est penchée sur 573 cas de leucémie diagnostiqués auprès de plus de 1,3 million d'enfants entre 1985 et 2009 dans tout le pays. Huit cas ont été détectés dans un rayon de 5 km autour des centrales, alors que les

scientifiques de l'Institut de médecine sociale et préventive (ISPM) en attendaient 6,8. Cela représente un risque 18% plus élevé. Toutefois, «en raison du faible nombre de cas, l'incertitude statistique est relativement importante», a relativisé l'ISPM.

Même si ces résultats sont rassurants à première vue, la preuve n'est toutefois nullement apportée que les centrales nucléaires n'exercent aucun effet nocif. ■

ats-ap

Julian Smith/Corbis-Pascal Frautschi



LÉGALES MAIS DANGEREUSES

DROGUES DE SYNTHÈSE Elles sont de plus en plus nombreuses. En 2010, 41 substances ont été détectées en Europe. En Suisse, les consommateurs ignorent souvent les risques de ces produits.

L'UE est inquiète. Les drogues de synthèse arrivent de plus en plus nombreuses sur le marché, a annoncé lundi la Commission européenne. «C'est à un rythme sans précédent que les nouvelles drogues de synthèse deviennent largement accessibles en Europe, a déclaré Viviane Reding, commissaire chargée de la Justice. Elles peuvent être toxiques, créer une dépendance et entraîner des effets néfastes à long terme.» En 2010, 41 substances psychoactives, imitant les effets de l'ecstasy ou de la cocaïne, ont été détectées dans l'UE, contre 24 l'année précédente et 13 en 2008.

En Suisse, comme chez nos voisins, le cadre légal se fait distancer. En effet, les nouvelles drogues de synthèse apparaissent trop vite pour que leur inscription dans le catalogue des substances illicites arrive à suivre. Résultat des courses: ces drogues, bien que potentiellement aussi dangereuses que les produits interdits, sont légales. L'Office fédéral de la santé publique (OFSP) souligne toutefois que grâce à la révision de la loi sur les stupéfiants, la réaction pourra être plus rapide. De son côté, l'UE envisage de mettre en place de nouvelles méthodes de surveillance des substances préoccupantes et d'aligner les

mesures antidrogues sur celles qui régissent la sécurité des aliments et des produits.

Si le nombre de substances disponibles explose, cela ne semble pas se traduire en Suisse par une hausse de la consommation des drogues de synthèse, selon l'OFSP. Celui-ci

Christophe Platel, responsable presse du Paléo Festival de Nyon

indique que les utilisateurs sont en général des personnes entre 20 et 30 ans, et souligne donc à ce titre la difficulté de la prévention dans ce domaine. «Ce sont souvent des per-

sonnes bien intégrées socialement qui consomment ces drogues pour s'amuser. Elles ne voient pas cela comme un problème, explique Mona Neidhart, porte-parole. C'est pour cela que l'information sur les risques et la sensibilisation de la part d'organismes de soirées et de propriétaires d'établissement est importante.» Et Mona Neidhart de rappeler que le mélange de ces drogues avec de l'alcool ou des médicaments peut se révéler particulièrement dangereux.

En ce qui concerne les canaux d'approvisionnement, les consommateurs obtiennent, en Europe comme en Suisse, ces drogues dites récréati-

ves souvent lors de soirées ou via Internet. Les organisateurs de festivals sont conscients des dangers de ces produits. «Nous les abordons dans notre réflexion générale sur l'abus de substances, qu'elles soient illégales ou pas, explique Christophe Platel, responsable presse du Paléo Festival de Nyon. Des équipes sont là pour faire de la prévention, notamment par rapport à l'alcool. Le Paléo, c'est une fête, pas un convent. Il y a un côté transgressif, mais nous prenons nos responsabilités pour que les gens ne se plantent pas sur la route en revenant du festival.» ■

Sébastien Jost

LIMITER LES DÉGÂTS

Comment lutter contre des drogues légales? En les interdisant? Pas selon Jean-Félix Savary, secrétaire général du Groupement romand d'études des addictions (GREA). «Le problème ne se situe pas dans le produit mais dans la consommation de psychotropes, qui est vieille comme l'humanité. Il faut apprendre à gérer ce genre de comportement et réduire la consommation des substances les plus nocives. A notre avis, la prohibition n'y parvient pas parce que les utilisateurs trouveront toujours le chemin vers les substances. Nous recommandons

d'axer les actions sur la prévention et la promotion de la santé.» Certains préconisent même que des conseils soient dispensés aux utilisateurs de drogue de synthèse pour un usage moins risqué. «Si on ne dit rien, les gens courent à la catastrophe car ils consommeront tout de même ces substances avec tous les dégâts que cela peut créer, relève Jean-Félix Savary. Donner des informations sur les substances psychotropes et leur utilisation fait partie de ce qu'on appelle la réduction des risques. Cela ne supprime pas les dégâts, mais cela les limite.»



Chantal Dervey